

L'important, c'est l'école !

Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale,

Nous, directeurs d'écoles élémentaires et maternelles de Paris, tenons à vous faire part de notre désarroi et de notre colère après un mois de reprise des classes.

Depuis le 2 septembre, l'essentiel de nos préoccupations et de notre temps est consacré au périscolaire municipal décidé par la Ville de Paris. Sa qualité, par ailleurs très inégale, les conditions dans lesquelles il s'exerce, ses modalités d'organisation, les périmètres de responsabilité des uns et des autres dans cette nouvelle organisation de l'école, sont les sujets qui envahissent nos journées.

Or, fonctionnaires d'état en charge de mission d'Éducation Nationale, nous souhaitons affirmer fortement ici qu'à l'école, l'important c'est l'École, autrement dit les apprentissages. Apprentissages qui doivent se construire dans de bonnes conditions, dans la sérénité. Des apprentissages menés sous la responsabilité d'adultes formés, habilités. Des apprentissages qui trouvent leur légitimité dans le cadre de programmes officiels, appliqués sur l'ensemble du territoire national.

Contrairement à ce qui est affirmé, nous souhaitons attester que les bonnes intentions qui sous-tendaient cette réforme n'ont pas suffi. Les déclarations « c'est dans l'intérêt des enfants », « les journées scolaires sont trop longues », « il faut réduire les inégalités », « combattre l'échec scolaire », sont des préoccupations partagées par la totalité des enseignants. Elles se heurtent cependant à la réalité de la mise en place de cette réforme.

Voici quelques éléments de notre constat :

- Les conditions de sécurité mal assurées pour nos élèves aux différentes sorties de l'école,
- Un niveau d'hygiène des locaux scolaires dégradé,
- L'intervention dans les bâtiments scolaires d'une succession d'adultes dont on ne peut garantir la compétence, à qui sont confiés des groupes d'enfants pour faire des « ateliers » dont on ignore les objectifs, dans les locaux ou hors des locaux de l'école,
- Une confusion totale pour les élèves qui ne savent plus se situer par rapport aux adultes référents. Pour ceux de l'école maternelle, la perte de repères spatio-temporels à laquelle ils sont soumis et le non-respect de leur biorythme sont proprement insupportables. La représentation de l'école qui leur est donnée ne leur permet pas de se situer de façon constructive dans l'institution scolaire,
- La confusion des finalités du scolaire et du périscolaire, certains ateliers proposés par la ville ayant des appellations équivoques : « lecture », « ateliers scientifiques », « anglais », etc.
- Des personnels enseignants exclus des locaux des classes où ils préparaient leur travail pédagogique après 15 heures deux fois par semaine. Il en résulte une perte de motivation des équipes et une interrogation sur les finalités de leur métier,
- Des personnels d'animation, souvent plein de bonne volonté, mais désemparés devant l'ampleur de la tâche confiée : animer des ateliers sans matériel, dans des locaux impropres à leur exercice, parfois sans formation,
- Des agents des écoles maternelles déboussolés qui ont du mal à s'inscrire dans les nouvelles missions imposées par la Ville, sans formation : passer du ménage et de l'assistance aux enseignants à l'animation d'ateliers éducatifs en responsabilité devant les élèves. Depuis un mois, les bâtiments scolaires sont réduits à des lieux d'accueil pour enfants où différents adultes possédant des statuts mal identifiés par les élèves passent faire avec eux des activités », le scolaire peinant à trouver sa place dans la confusion générale des espaces et des rôles de chacun.

Il nous semble particulièrement important que l'institution qui nous emploie réaffirme aujourd'hui la prépondérance de l'École à l'école. En professionnels de l'Éducation que nous sommes, nous savons que la désorganisation structurelle induite par l'application de cette réforme parisienne, ne sera pas résolue après une « période de rodage » ou après quelques « ajustements » à la marge. Nous vivons douloureusement le fait qu'une expérience mal préparée, sans consensus trouvé entre les différents acteurs, vienne mettre à mal les valeurs de l'école de la République en laquelle nous continuons de croire.

Nous vous assurons, Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale, de notre profond attachement au service public d'éducation.